

Le maintien de la paix dans le «nouvel ordre mondial»

On trouvera ci-après des extraits d'une allocution prononcée par la ministre des Affaires extérieures, M^{me} Barbara McDougall, à un séminaire sur le programme du Canada pour la paix et la sécurité internationales à Ottawa le 8 février.

Ces discussions n'auraient pu mieux tomber. Chaque jour, le «nouvel ordre mondial» semble sombrer encore davantage dans le désordre. La Somalie et les Balkans nous offrent des images crues qui promettent déjà de marquer nos souvenirs de cette décennie. Le retour de querelles meurtrières en Angola, en Inde et au Pakistan; le dogme religieux servant de prétexte à des attaques brutales et systématiques contre d'autres groupes ethniques et contre des femmes; et les dissensions dans certaines parties de l'ancienne Union soviétique nous apportent la preuve quasi universelle de l'incapacité des humains à vivre les idéaux de paix et d'harmonie qu'ils se sont eux-mêmes fixés.

La communauté internationale et ses institutions semblent avoir été pris de court par l'instabilité qui s'est généralisée rapidement au terme de la Guerre froide. Certainement, alors que l'on démantelait avec enthousiasme le mur de Berlin, les augures étaient déjà clairs pour qui savait les lire, et ils annonçaient la désintégration.

La communauté internationale ne faisait-elle donc pas attention? A-t-elle donc fait la sourde oreille aux avertissements qui auraient pu nous indiquer d'autres politiques, d'autres actions? Peut-être, mais pour ma part, je vois dans ces quelques mois de détente internationale un augure d'une autre sorte, une vision de ce que notre monde pourrait être si nous accomplissions vraiment ce que nous croyions à ce moment-là avoir atteint: un nouveau degré de stabilité, d'harmonie et d'espoir.

La question avec laquelle la communauté internationale se débat actuellement, en ces temps où tout est volatil, c'est: «Où cela va-t-il nous mener?» Le bon côté de la situation, pour le Canada, c'est que nos points de vues, nos compétences et notre adhésion ferme à nos propres idéaux sont peut-être ce dont le monde a besoin face à ces problèmes d'une complexité déroutante.

Au moment d'entamer nos discussions d'aujourd'hui et de demain, il faut qu'une chose soit bien claire: les engagements du Canada envers l'Organisation des Nations Unies (ONU), le multilatéralisme et le maintien de la paix ne sont pas en jeu. Nous continuerons de promouvoir vigoureusement la paix et la sécurité, surtout

par l'intermédiaire de l'ONU.

Le véritable objet de ce séminaire doit être une recherche impartiale des meilleurs moyens d'aider l'ONU et d'autres organisations à instaurer et à maintenir la paix et la sécurité dans le monde.

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les changements rapides et profonds qui se produisent dans le monde, ni prétendre que ces changements n'ont pas de conséquences graves pour le Canada et pour la communauté internationale. Pendant 40 ans, les pays développés ont concentré leur attention, leur énergie et leur ingéniosité sur la gestion de la rivalité entre les superpuissances. Il s'agissait d'éviter une autre guerre mondiale et, à cet égard, nous avons réussi.

Les résultats de nos efforts pendant la Guerre froide sont tout de même mitigés. Ils nous ont laissé un certain nombre de problèmes sérieux, dont l'accumulation de vastes arsenaux d'armes stratégiques et conventionnelles n'est pas le moindre. Mais, sur un plan plus positif, ils nous ont laissé des alliances dotées de moyens sophistiqués et des systèmes de gestion des crises mondiales — peut-être encore trop primitifs — pour faire face à la nouvelle réalité.

Ces dernières années, certains des pires excès de la Guerre froide ont été corrigés. Nous avons travaillé avec ardeur pour réaliser de véritables progrès sur la non-prolifération nucléaire, le contrôle des armements, la vérification et le renforcement de la confiance.

La signature de l'accord START et de la Convention sur les armes chimiques nous permet d'espérer que nous sommes sur la bonne voie. Toutefois, nous devons faire beaucoup plus, surtout compte tenu du nombre et de l'ampleur des nouveaux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Aujourd'hui, la communauté internationale est appelée à intervenir dans une multitude de conflits locaux ou régionaux causés par l'antagonisme ethnique et religieux, la réapparition de formes virulentes du nationalisme, la famine et la violation des droits de la personne.

Ce sont ces nouvelles menaces à la paix internationale que le Secrétaire général des Nations Unies avait à l'esprit lorsqu'il a présenté son «Agenda pour la paix». À toutes les occasions, notamment à l'Assemblée générale l'an dernier, j'ai fait savoir que le Canada appuie ce rapport, le plus complet depuis l'adoption de la Charte, parce qu'à mon avis, il expose des moyens innovateurs et efficaces d'assurer



L'honorable Barbara McDougall

la paix et la sécurité internationales.

Comme je sais que beaucoup d'entre vous connaissez bien l'«Agenda pour la paix», je n'entrerai pas dans les détails à ce sujet ce soir. Vous trouverez ces détails dans le document d'information qui vous a été fourni. Toutefois, je pense qu'il est utile de récapituler les approches distinctes que le Secrétaire général a exposées, ne serait-ce que pour nous assurer que nous utilisons tous le même vocabulaire dans nos discussions.

Premièrement, le **maintien de la paix**, concept que nous connaissons bien au Canada, grâce à M. Lester Pearson. Le maintien de la paix englobe généralement des opérations militaires et civiles exécutées avec le consentement des parties à un conflit. Il peut aussi inclure une aide au règlement du différend; les missions menées en Angola et au Salvador en sont des exemples. Toutefois, même cette définition de base a été élargie dans le cadre d'initiatives récentes, par exemple lorsque des escortes militaires ont été chargées d'accompagner l'aide humanitaire dans l'ancienne Yougoslavie.

Deuxièmement, le **rétablissement de la paix**. Le rétablissement de la paix fait appel à des actions diplomatiques telles que la conférence de Londres sur la Yougoslavie pour prévenir ou régler les